

The Guardian: La Cour de La Haye sous pression occidentale pour ne pas ouvrir dâ??enquÃªte sur les crimes de guerre Ã Gaza

Description

Julian Borger â?? The Guardian â?? 18 aoÃ»t 2014

Lâ??Ã©ventualitÃ© dâ??une enquÃªte de la CPI sur les actions tant des FDI que du Hamas Ã Gaza est devenue le champ dâ??une bataille politique Ã hauts risques.



La Cour pÃ©nale internationale a constamment Ã©vitÃ© dâ??ouvrir une enquÃªte sur les prÃ©sumÃ©s crimes de guerre Ã Gaza suite aux pressions occidentales, amÃ©ricaines et autres, affirment dâ??anciens fonctionnaires de justice et des avocats.

Ces derniers jours, lâ??Ã©ventualitÃ© dâ??une enquÃªte de la CPI sur les actions tant des Forces de dÃ©fense israÃ©liennes que du Hamas Ã Gaza est devenue le champ dâ??une bataille politique Ã hauts risques et une question clÃ© dans la nÃ©gociation pour un cessez-le-feu lors des entretiens au Caire. Mais la question de savoir si la CPI pouvait, ou devait, ouvrir une enquÃªte a aussi divisÃ© la Cour de La Haye elle-mÃªme.

Une enquÃªte de la CPI pourrait avoir un impact considÃ©rable. Il ne sâ??agirait pas seulement dâ??examiner les prÃ©sumÃ©s crimes de guerre commis par lâ??armÃ©e israÃ©lienne, le Hamas et dâ??autres militants islamistes au cours des rÃ©cents combats Ã Gaza qui ont fait environ 2000 morts, dont des femmes et des enfants. Il sâ??agirait aussi dâ??aborder la question des colonies israÃ©liennes dans les territoires palestiniens, et pour lesquelles la direction israÃ©lienne serait tenue responsable.

La charte fondatrice de la CPI, le Statut de Rome de 1998 (http://www.icc-cpi.int/nr/rdonlyres/6a7e88c1-8a44-42f2-896f-d68bb3b2d54f/0/rome_statute_french.pdf), dÃ©finit comme crime de guerre Â« le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante dâ??une partie de sa population civile, dans le territoire quâ??elle occupe Â» (article 8.2.a.viii).

Est Ã©galement en jeu lâ??avenir de la CPI elle-mÃªme, une expÃ©rience de justice internationale qui occupe une position fragile, sans aucune superpuissance pour la soutenir. La Russie, la Chine et lâ??Inde ont refusÃ© dâ??y adhÃ©rer. Les Ã?tats-Unis et IsraÃ«l ont signÃ© le Statut en 2000 mais ont retirÃ© leur signature par la suite.

Certains avocats internationaux affirment quâ??en essayant de se dÃ©rober Ã une enquÃªte, la CPI ne se porte pas Ã la hauteur des idÃ©aux exprimÃ©s dans le Statut de Rome, selon lesquels Â« les crimes les plus graves qui touchent la communautÃ© internationale ne sauraient rester impunis. Â» (prÃ©ambule)

John Dugard, professeur de droit international Ã lâ??universitÃ© de Leiden, aux Pays-Bas, et depuis longtemps critique du bilan dâ??IsraÃ«l en matiÃ¨re de droits de lâ??homme, a dit : Â« Je pense que la procureure pourrait facilement faire valoir son autoritÃ©. La loi est un choix. Il y a confrontation dâ??arguments juridiques, mais elle devrait se pencher sur le prÃ©ambule du statut de la CPI qui stipule que lâ??objet de la Cour est de lutter contre lâ??impunitÃ© Â».

Dans un Ã©change de lettres au cours des derniers jours, les avocats assistant les Palestiniens ont insistÃ© sur le fait que la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, a toute lâ??autoritÃ© judiciaire dont elle a besoin pour lancer une enquÃªte, sur la base de la requÃªte palestinienne en 2009. Cependant, Bensouda insiste pour quâ??il y ait une nouvelle dÃ©claration palestinienne, ce qui requerrait de parvenir Ã un consensus, insaisissable, au sein des factions politiques comme le Hamas, qui seraient elles-mÃªmes soumises Ã lâ??enquÃªte aux cÃ´tÃ©s du gouvernement israÃ©lien. Il existe une forte pression amÃ©ricaine et israÃ©lienne sur le dirigeant palestinien, Mahmoud Abbas, pour ne pas poursuivre pour une enquÃªte de la CPI.

La pression occidentale sur la CPI pour quâ??elle reste Ã lâ??Ã©cart du problÃ¨me a provoquÃ© de profondes divisions au sein mÃªme du bureau de la procureure. Selon certains anciens fonctionnaires, les Palestiniens ont Ã©tÃ© induits en erreur en 2009 en croyant que la requÃªte pour une enquÃªte pour crimes de guerre â?? Ã la suite de lâ??offensive israÃ©lienne contre Gaza, baptisÃ©e Plomb durci â?? resterait recevable dans lâ??attente de la confirmation de lâ??Ã?tat en devenir. Cette

confirmation est venue en novembre 2012 quand lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations-Unies a dÃ©cernÃ© Ã la Palestine le statut dâ??Ã?tat observateur non membre, mais lâ??enquÃªte nâ??a pas Ã©tÃ© lancÃ©e.

Bensouda, au dÃ©part, semblait ouverte Ã lâ??examen de la requÃªte palestinienne en instance, mais lâ??annÃ©e suivante, elle publiait une dÃ©claration controversÃ©e disant que le vote de lâ??AG de lâ??ONU ne changeait en rien lâ?? Â« invaliditÃ© juridique Â» de la requÃªte de 2009.

Luis Moreno Ocampo, procureur Ã lâ??Ã©poque de la dÃ©claration palestinienne de 2009, a soutenu Bensouda, Ã©crivant dans un courriel au Guardian : Â« Si la Palestine veut accepter lâ??autoritÃ© de la Cour, elle doit prÃ©senter une nouvelle dÃ©claration. Â»

Mais un autre fonctionnaire du bureau de la procureure de la CPI, qui a traitÃ© la dÃ©claration palestinienne, est fortement en dÃ©saccord. Â« Ils essaient de se cacher derriÃ¨re un jargon juridique pour dissimuler ce qui est une dÃ©cision politique, pour Ã©chapper Ã la compÃ©tence et ne pas Ãªtre impliquÃ©s, Â» dit ce fonctionnaire.

Pour Dugard, Bensouda a Ã©tÃ© sous une forte pression des Ã?tats-Unis et de leurs alliÃ©s europÃ©ens. Â« Pour elle, câ??est un choix difficile et elle nâ??est pas prÃªte Ã le faire, Â» a-t-il soutenu. Â« Mais cela affecte la crÃ©dibilitÃ© de la CPI. Les Africains se plaignent quâ??elle nâ??hÃ©site pas Ã ouvrir une enquÃªte sur leur continent Â».

Il a fallu trois ans Ã Moreno Ocampo pour prendre une dÃ©cision sur le statut de la requÃªte palestinienne de 2009, durant lesquels il a subi les pressions des USA et dâ??IsraÃ«l pour quâ??il se tienne Ã lâ??Ã©cart. Selon un livre sur la CPI, publiÃ© cette annÃ©e, les dirigeants amÃ©ricains ont prÃ©venu la procureure que lâ??avenir de la Cour Ã©tait en jeu.

Selon le livre, Justice sommaire : la Cour pÃ©nale internationale dans un monde de politiques de pouvoir, de David Bosco, les AmÃ©ricains ont suggÃ©rÃ© quâ??une enquÃªte de la Palestine Â« pourrait avoir un poids politique trop lourd pour lâ??institution. Ils ont clairement indiquÃ© que donner suite Ã un tel dossier serait un rude coup pour lâ??institution Â».

MÃªme si les USA ne participent pas au financement de la CPI, Â« la prodigieuse puissance diplomatique, Ã©conomique et militaire de Washington peut Ãªtre une aide Ã©norme Ã la Cour si elle est dÃ©ployÃ©e pÃ©riodiquement pour soutenir la tÃ¢che de la Cour Â» Ã©crit Bosco, maÃ®tre assistant en politique internationale Ã lâ??universitÃ© amÃ©ricaine.

Dans son livre, Bosco rapporte que les dirigeants israÃ©liens ont eu plusieurs rÃ©unions, non rendues publiques, avec Moreno Ocampo Ã La Haye, notamment dans un dÃ®ner Ã la rÃ©sidence de lâ??ambassadeur israÃ©lien, pour faire pression contre une enquÃªte.

Un ancien fonctionnaire de la CPI qui sâ??est occupÃ© du dossier palestinien a dit : Â« Il a Ã©tÃ© clair dÃ¨s le dÃ©but que Moreno Ocampo ne voulait pas Ãªtre impliquÃ©. Il a dit que les Palestiniens nâ??Ã©taient pas vraiment prÃªts Ã lancer une enquÃªte, mais quâ??il Ã©tait clair quâ??ils Ã©taient sÃ©rieux. Ils ont envoyÃ© une dÃ©lÃ©gation avec deux ministres, assistÃ©s dâ??avocats, en aoÃ»t 2010 et qui sont restÃ©s deux jours pour dÃ©battre de leur requÃªte. Mais Moreno Ocampo Ã©tait conscient que toute implication contrarierait ses efforts pour se rapprocher des Ã?tats-Unis Â».

Moreno Ocamp a niÃ© avoir Ã©tÃ© influencÃ© par des pressions amÃ©ricaines. Â« Je suis restÃ© trÃ¨s ferme sur le traitement de cette question, impartial, mais tout en respectant les limites lÃ©gales Â», Ã©crit-il dans un courriel de dimanche. Â« Jâ??ai entendu tous les arguments. Jâ??ai reÃ§u plusieurs professeurs dâ??Oxford qui ont dÃ©veloppÃ© des arguments diffÃ©rents et trÃ¨s souvent contradictoires, et jâ??ai conclu que le processus devaitâ?¦ dâ??abord aller devant les Nations-Unies. Lesquelles doivent dÃ©cider quelle entitÃ© doit Ãªtre considÃ©rÃ©e comme un Ã?tat Â».

Et dâ??ajouter : Â« La Palestine a utilisÃ© la menace dâ??accepter lâ??autoritÃ© de la Cour pour nÃ©gocier avec IsraÃ«l. Quelquâ??un a dit que si vous avez neuf ennemis autour de vous, et une seule balle, vous ne tirez pas, vous essayez dâ??utiliser votre balle pour crÃ©er un effet de levier Â».

Une porte-parole de son successeur Fatou Bensouda, a rejetÃ© les allÃ©gations de partialitÃ© dans le choix des enquÃªtes par la procureure. Â« La CPI est guidÃ©e par le Statut de Rome et rien dâ??autre Â», a-t-elle affirmÃ©. Â« Les rÃ¨gles strictes qui concernent son autoritÃ©, le lieu et le moment oÃ¹ la CPI peut intervenir, ne doivent pas Ãªtre dÃ©libÃ©rÃ©ment dÃ©naturÃ©esâ?¦ Les considÃ©rations gÃ©ographiques et politiques nâ??entreront jamais dans toute prise de dÃ©cision par le bureau. Â»

Lâ??avocat franÃ§ais reprÃ©sentant les Palestiniens, Gilles Devers, fait valoir quâ??il appartient Ã la Chambre prÃ©liminaire de la Cour, et non Ã son procureur, de se prononcer sur la question de lâ??autoritÃ© de la Cour dans les territoires palestiniens. Devers indique que les nÃ©gociations se poursuivent au sein des parties palestiniennes sur lâ??opportunitÃ© de dÃ©poser une nouvelle requÃªte pour une enquÃªte, mÃªme si lui pense que sur le plan juridique ce nâ??est pas nÃ©cessaire. Finalement, dit-il, le rÃ©sultat sera dÃ©terminÃ© politiquement.

Â« Il y a une pression Ã©norme pour ne pas procÃ©der Ã une enquÃªte. Cette pression sâ??est exercÃ©e sur le Fatah et sur le Hamas, mais aussi sur le bureau de la procureure, Â» dit Devers. Â« Dans les deux cas, elle prend la forme de menaces aux aides financiÃ¨res, pour la Palestine et pour la Cour pÃ©nale internationale Â».

Parmi les plus grands contributeurs au budget de la CPI, on trouve le Royaume-Uni et la France, lâ??un et lâ??autre ont cherchÃ© Ã persuader les Palestiniens de renoncer Ã une enquÃªte pour crimes de guerre.

The Guardian : http://www.theguardian.com/law/2014/aug/18/hague-court-western-pressure-gaza-inquiry

Traduction : JPP pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

date crÃ©Ã©e
2014/08/19